

Art. 27. La décision de retrait de l'agrément d'une caisse d'assurance soins mentionne la date où le retrait prend cours. Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

En cas de retrait de l'agrément, le Ministre peut, s'il estime que la sauvegarde des droits des affiliés et usagers le requiert, faire publier une annonce pendant cinq jours consécutifs, aux frais de la caisse d'assurance soins concernée, dans les journaux qu'il désigne. L'annonce mentionne la date où le retrait de l'agrément produit ses effets.

Art. 28. Le retrait de l'agrément entraîne l'interdiction, pour la caisse d'assurance soins, de procéder à de nouvelles affiliations ou de décider de prises en charge.

Le Fonds imposera au besoin toutes les mesures appropriées afin de sauvegarder les droits des affiliés et usagers.

Une caisse d'assurance soins dont l'agrément a été retiré reste assujettie aux règles fixées par ou en vertu du décret, jusqu'à la clôture de sa liquidation.

Art. 29. Le dépôt d'une demande de dissolution d'une caisse d'assurance soins est communiqué au Ministre par la greffe du tribunal concerné.

Sous-section C. — La suspension du retrait

Art. 30. Dans le cas visé à l'article 23, premier alinéa, 2°, l'agrément d'une caisse d'assurance soins peut être suspendu par le Ministre par décision motivée. Les articles 23, alinéa 2, 24 et 27, premier alinéa sont également applicables.

La suspension de l'agrément entraîne l'interdiction, pour la caisse d'assurance soins, de procéder à de nouvelles affiliations.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 31. § 1^{er}. Les articles 16, alinéa 2, et 19 du décret entrent en vigueur le 20 juillet 2000.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 juillet 2000.

Art. 32. Le Ministre flamand ayant l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

Mme M. VOGELS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2815

[C — 2000/29387]

26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des mesures d'application de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public — semaine volontaire de quatre jours — pour ce qui concerne les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Commissariat général aux Relations internationales, l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment l'article 10;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 2000 portant exécution de l'article 14 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

Vu le protocole n° 237 du Comité de Secteur XVII, conclu le 12 octobre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 août 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 septembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la dernière convention sectorielle retient le principe de l'application de la semaine de quatre jours instaurée par la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public aux membres du personnel des services relevant du Comité de Secteur XVII;

Considérant que la loi susvisée produit actuellement ses effets vis-à-vis des seules mesures individuelles d'application de ladite loi en cours au 31 décembre 2000;

Considérant qu'il est nécessaire que, dès avant cette échéance, non seulement la présente réglementation ait été adoptée mais aussi que les procédures administratives requises aient été mises en œuvre de manière à ce que les demandes qui seront formulées par les membres du personnel puissent faire l'objet de décisions définitives dans les délais requis;

Considérant qu'en conséquence, la présente réglementation doit être adoptée dans les meilleurs délais;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 octobre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein dans les Services du Gouvernement, au Commissariat général aux Relations internationales, à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et au Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, à l'exception des titulaires d'un des grades repris ci-après au regard du service public auquel ils appartiennent :

- Services du Gouvernement : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Commissariat général aux Relations internationales : grades de rang 12 ou d'un rang supérieur;
- Office de la Naissance et de l'Enfance : grades de niveau 1;
- Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française : grades de niveau 1 et membres du personnel auxquels la qualité d'agent de police judiciaire a été conférée.

Toutefois, le membre du personnel exclu du champ d'application du présent arrêté en vertu de l'alinéa 1^{er} et qui en a fait la demande, peut être autorisé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination au grade considéré, dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, à bénéficier des dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté est également applicable aux membres du personnel contractuel engagés dans les mêmes services et occupés à temps plein à l'exception de ceux d'entre eux qui ont été engagés pour répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en application de l'article 2, alinéa 2, 1^o de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

Art. 2. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} sont soumis aux dispositions de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public qui fixent le régime de la semaine volontaire de quatre jours.

Art. 3. La demande d'obtention du bénéfice de la semaine volontaire de quatre jours est remise par écrit et par la voie hiérarchique au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou au fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel, au plus tard deux mois avant la date d'application du régime de la semaine volontaire de quatre jours, à moins que, à la demande de l'intéressé ou par voie d'instructions générales, ladite autorité accepte un délai plus court.

Elle porte sur une période qui se compte nécessairement en mois complets et prend cours le premier jour d'un mois.

Art. 4. Dans sa demande, le membre du personnel mentionne le jour ouvrable de la semaine pendant lequel il ne sera astreint à aucune prestation.

Le choix de ce jour est invariable pour l'ensemble de la période pour laquelle l'application de la mesure est demandée.

La circonstance que ce jour corresponde à un moment déterminé à un jour non ouvrable, notamment parce que ce jour est un jour de congé légal ou réglementaire, ne donne lieu à aucune compensation.

Le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique de rang 12 au moins peuvent formuler des objections quant au choix de ce jour.

Ces objections doivent être motivées et s'accompagner d'une proposition alternative.

Dans l'hypothèse de telles objections, la demande se complète des observations éventuelles de l'agent et, en tout cas, de son refus ou de son accord quant à la proposition alternative formulée.

Sans préjudice de l'application des mécanismes de subdélégations propres aux services publics concernés, la décision est prise par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public auquel appartient le membre du personnel concerné.

Art. 5. Le traitement du membre du personnel bénéficiant du régime de la semaine volontaire de quatre jours est calculé, sans préjudice de l'octroi du complément de traitement visé à l'article 8 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, selon les modalités fixées par l'article 24 du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.

Art. 6. § 1^{er}. Au cours de la période de semaine volontaire de quatre jours, le membre du personnel ne peut être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, sauf pour raisons de santé. Il ne peut pas non plus se prévaloir d'un régime d'interruption de la carrière professionnelle.

Les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exercent des prestations réduites en application de la réglementation qui leur est applicable, peuvent opter pour le régime de la semaine volontaire de quatre jours pendant une période de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. La période de la semaine volontaire de quatre jours est temporairement interrompue lorsque le membre du personnel bénéficie d'une des absences suivantes :

- congé de maternité;
- congé parental;
- congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- congé pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires ou des conseils provinciaux;
- congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officielle.

Cette interruption volontaire est sans effet sur l'application des dispositions légales relatives au préavis en matière de semaine volontaire de quatre jours.

Un membre du personnel absent en raison d'un des congés visés à l'alinéa 1^{er} n'est plus soumis, pendant cette absence, aux dispositions de la semaine volontaire de quatre jours mais est soumis aux dispositions qui régissent le congé dont il bénéficie. En ce cas, le complément de traitement visé à l'article 5 du présent arrêté est réduit conformément à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 3 La période de la semaine volontaire de quatre jours est temporairement interrompue lorsque le membre du personnel est soumis à un régime de prestations complètes de travail n'excédant pas 35 heures par semaine et répartissant les prestations hebdomadaires de travail sur quatre jours semaine au plus.

Art. 7. Pour l'application de l'article 9 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, le temps de travail libéré par l'application du présent arrêté est globalisé au niveau de chacun des services publics visés à l'article 1^{er}.

Le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et les fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public ou leur délégué, chacun pour ce qui concerne le service public qu'il dirige, déterminent selon les nécessités du service le niveau, le grade, la catégorie et le groupe de qualification de chaque emploi à pourvoir en application de la disposition légale visée à l'alinéa précédent.

Tout emploi attribué en vertu de la même disposition peut couvrir de manière continue toute mesure ultérieure d'application du régime de la semaine volontaire de quatre jours dans les limites du quota global de temps de travail libéré tel que visé à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation aux deux alinéas précédents, lorsque la masse salariale globale libérée en application de l'article 5 du présent arrêté devient inférieure au coût global de l'application du régime de la semaine volontaire de quatre jours, le membre du personnel engagé en application de l'article 9 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ne peut l'être dans une fonction à laquelle correspond une échelle de traitement supérieure à la plus basse des échelles dont bénéficient les membres du personnel qu'il remplace.

Art. 8. L'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est complété comme suit :

« 13° pour semaine volontaire de quatre jours »

Art. 9. Dans l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 3, § 3, alinéa 2, la mention suivante est ajoutée :

« 7° la semaine volontaire de quatre jours »;

2° à l'article 6, alinéa 2, les mots « de semaine volontaire de quatre jours » sont insérés entre les mots « de départ anticipé mi-temps, » et « la durée »;

3° à l'article 6bis, alinéa 4, les mots « ou de départ anticipé à mi-temps » sont remplacés par les mots « , de départ anticipé à mi-temps ou de semaine volontaire de quatre jours ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2000.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2815

[C — 2000/29387]

26 OKTOBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende maatregelen tot toepassing van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector — vrijwillige vierdagenweek — voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap), de « Office de la Naissance et de l'Enfance – ONE » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française » (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 102;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 2000 ter uitvoering van artikel 14 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

Gelet op het protocol nr. 237 van Sectorcomité XVII, gesloten op 12 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 september 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de laatste sectoriële overeenkomst voorziet in het principe van de toepassing van de vierdagenweek, ingesteld bij de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector voor de personeelsleden van de diensten die onder Sectorcomité XVII ressorteren;

Overwegende dat bovenvermelde wet thans alleen uitwerking heeft voor de individuele maatregelen tot toepassing van die wet die op 31 december 2000 van kracht zijn;

Overwegende dat reeds vóór die datum deze reglementering moet zijn goedgekeurd en tevens de vereiste administratieve procedures op gang moeten zijn gebracht, opdat voor de aanvragen die door de personeelsleden zullen zijn ingediend de definitieve beslissingen binnen de vereiste termijn zouden worden getroffen;

Overwegende dat deze reglementering dan ook onverwijld moet worden goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 oktober 2000,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn in de Diensten van de Regering, in het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap), de « Office de la Naissance et de l'Enfance – ONE » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) en de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française » (Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap), met uitzondering van de personeelsleden die bekleed zijn met een van de graden die hierna vermeld zijn naast de dienst waartoe zij behoren :

— Diensten van de Regering : graden van rang 12 of een hogere graad;

— « Commissariat général aux Relations internationales » : graden van rang 12 of een hogere rang;

— « Office de la Naissance et de l'Enfance » : graden van niveau 1;

— « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française » : graden van niveau 1 en personeelsleden tot wie de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie werd toegekend.

Het personeelslid dat krachtens lid 1 van de toepassing van dit besluit wordt uitgesloten, kan, als hij dit heeft aangevraagd, door de overheid die bevoegd is voor de benoeming in die graad, als de goede werking van die dienst daardoor niet het gedrang komt, toegelaten worden tot het genot van de bepalingen van dit besluit.

Dit besluit is eveneens van toepassing op de contractuele personeelsleden die in dezelfde diensten voltijds tewerkgesteld zijn, met uitzondering van deze die in dienst werden genomen om aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen met toepassing van artikel 2, lid 2, 1° van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden zijn onderworpen aan de bepalingen van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector die de regeling voor de vrijwillige vierdagenweek vastleggen.

Art. 3. De aanvraag om het voordeel te kunnen genieten van de vrijwillige vierdagenweek wordt schriftelijk en langs de hiërarchische weg overgezonden aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of aan de leidend ambtenaar die de leiding heeft van de instelling van openbaar nut waartoe het personeelslid behoort, uiterlijk binnen twee maanden vóór de datum waarop de regeling voor de vrijwillige vierdagenweek van toepassing wordt, tenzij die overheid, op aanvraag van de betrokkene of door middel van algemene onderrichtingen, een kortere termijn aanvaardt.

Zij heeft betrekking op een periode die noodzakelijk volledige maanden telt en de eerste dag van en maand ingaat.

Art. 4. In zijn aanvraag vermeldt het personeelslid de werkdag van de week gedurende welke hij geen prestatie zal leveren.

De keuze van die dag blijft ongewijzigd gedurende de gehele periode waarvoor de toepassing van de maatregel wordt aangevraagd.

Wanneer die dag op een bepaald ogenblik samenvalt met een dag die geen werkdag is, inzonderheid omdat deze een wettelijke of reglementaire verlofdag is, dan wordt er geen compensatie voor toegekend.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere en de hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 kunnen bezwaren tegen de keuze van die dag opperen.

Die bezwaren moeten met redenen worden omkleed en samen met een alternatief voorstel worden ingediend.

Indien er zulke bezwaren zijn, wordt de aanvraag aangevuld met de eventuele opmerkingen van de ambtenaar en, in ieder geval, met zijn weigering of zijn instemming over het gedane alternatief voorstel.

Onverminderd de toepassing van de subdelegatieregelingen die eigen zijn aan de betrokken overheidsdiensten, wordt de beslissing getroffen door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door de leidend ambtenaar van de instelling van openbaar nut waartoe het betrokken personeelslid behoort.

Art. 5. De wedde van het personeelslid dat de regeling van de vrijwillige vierdagenweek geniet, wordt, onverminderd de toekenning van het weddecomplement bedoeld in artikel 8 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 24 van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

Art. 6. § 1. Gedurende de periode van vrijwillige vierdagenweek, mag het personeelslid geen verminderde prestaties uitoefenen, om welke reden dan ook, behalve om gezondheidsredenen. Hij mag ook geen aanspraak maken op een verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan.

De personeelsleden die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, verminderde prestaties uitoefenen met toepassing van de reglementering die op hen van toepassing is, kunnen opteren voor de regeling voor de vrijwillige vierdagenweek gedurende een periode van drie maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De periode van de vrijwillige vierdagenweek wordt tijdelijk onderbroken wanneer het personeelslid één van de volgende machtigingen om afwezig te zijn geniet :

- bevallingsverlof;
- ouderschapsverlof
- verlof om dwingende redenen van familiaal belang;
- verlof om zich kandidaat te stellen voor de federale parlementsverkiezingen, de verkiezingen van de gewest-gemeenschapsraden, of voor de provincieraadsverkiezingen;
- verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij.

Die vrijwillige onderbreking heeft geen uitwerking op de toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de opzegging inzake vrijwillige vierdagenweek.

Een personeelslid dat afwezig is om één van de verloven bedoeld in lid 1 is, gedurende die afwezigheid, niet meer onderworpen aan de bepalingen van de vrijwillige vierdagenweek maar is onderworpen aan de bepalingen in verband met het verlof dat hij geniet. In dit geval wordt het weddecomplement bedoeld in artikel 5 van dit besluit verminderd overeenkomstig artikel 19 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De periode van de vrijwillige vierdagenweek wordt tijdelijk onderbroken wanneer het personeelslid onderworpen is aan een regeling voor volledige arbeidsprestaties die niet meer dan 35 uren per week telt en waarbij de wekelijkse arbeidsprestaties over ten hoogste vier dagen per week verspreid worden.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 9 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, wordt de arbeidstijd die vrijkomt bij toepassing van dit besluit, geglobaliseerd bij elk van de overheidsdiensten bedoeld in artikel 1.

De secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut of hun afgevaardigde, ieder voor de dienst die onder zijn leiding staat, bepalen, volgens de noodwendigheden van de dienst, het niveau, de graad, de categorie en de kwalificatiegroep van elke betrekking die toe te kennen is bij toepassing van de wettelijke bepaling bedoeld in vorig lid.

Elke betrekking die krachtens dezelfde bepaling wordt toegekend, kan op een doorlopende wijze elke latere maatregel dekken voor de toepassing van de regeling van de vrijwillige vierdagenweek binnen de perken van de globale quota arbeidstijd die vrijkomt zoals bedoeld in lid 1.

In afwijking van de twee voorafgaande leden, wanneer de globale loonmassa die vrijkomt bij toepassing van artikel 5 van dit besluit lager is dan de globale kosten voor de toepassing van de regeling voor de vrijwillige vierdagenweek, kan het personeelslid dat werd tewerkgesteld bij toepassing van artikel 9 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector niet worden tewerkgesteld in een ambt waarmee een weddeschaal overeenstemt die hoger is dan de laagste weddeschaal die de personeelsleden die hij vervangt, genieten.

Art. 8. Artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel wordt aangevuld als volgt :

« 13° voor vrijwillige vierdagenweek ».

Art. 9. In het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, werden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 3, § 3, lid 2, werd de volgende vermelding toegevoegd :

« 7° de vrijwillige vierdagenweek »;

2° in artikel 6, lid 2, werden de woorden « van vrijwillige vierdagenweek » ingevoegd tussen de woorden « van halftijdse vervroegde uittreding » en « wordt de duur »;

3° in artikel 6bis, lid 4, werden de woorden « of van halftijdse vervroegde uittreding » vervangen door de woorden « van halftijdse vervroegde uittreding of van vrijwillige vierdagenweek ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2000.

Art. 11. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 2816

[C - 2000/31384]

20 OCTOBRE 2000. — Arrêté 2000/971 du Collège de la Commission communautaire française clôturant la session ordinaire de l'Assemblée de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment son article 71,

Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire de l'Assemblée de la Commission communautaire française est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 19 octobre 2000.

Bruxelles, le 20 octobre 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Président du Collège,

E. TOMAS

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 2816

[C - 2000/31384]

20 OKTOBER 2000. — Besluit 2000/971 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie sluitende de gewone zitting van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, meer bepaald artikel 71,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht op 19 oktober 2000.

Brussel, 20 oktober 2000.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Voorzitter van het College,

E. TOMAS